

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/107

6 février 2001

(01-0573)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

PROPOSITION GLOBALE DE LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTES POUR LES NÉGOCIATIONS SUR L'AGRICULTURE DANS LE CADRE DE L'OMC

L'Égypte, l'un des plus anciens pays en développement membres de la famille du GATT/de l'OMC et l'un des participants les plus actifs au Cycle d'Uruguay, offre un bilan impressionnant pour ce qui est de la libéralisation du commerce extérieur. C'est parce qu'elle estime qu'un système commercial multilatéral évolutif et fondé sur des règles est la meilleure façon de garantir à toutes les nations la réalisation de leur potentiel de croissance que l'Égypte prend une part active aux négociations prescrites en cours.

L'agriculture est l'un des secteurs économiques les plus importants en Égypte, comme dans la plupart des pays en développement. Elle représente environ 20 pour cent du PIB du pays, emploie quelque 34 pour cent de la population active et contribue directement pour 22 pour cent environ aux exportations. L'agriculture est le principal fournisseur de matières premières pour les secteurs industriels les plus importants d'Égypte, à savoir les industries alimentaire et textile.

La présente proposition de négociation est fondée sur plusieurs principes qui, à notre avis, devraient guider nos travaux futurs:

1. Tout accord conclu dans le cadre de l'OMC devrait procurer des avantages à tous les Membres.
2. Il faudrait prendre dûment en compte les objectifs, les besoins et les aspirations des pays en développement et des pays les moins avancés.
3. Le commerce est, et restera dans un avenir prévisible, un moteur approprié de croissance dans tous les domaines et pour tous les Membres.
4. Une concurrence équitable et la concrétisation de l'avantage comparatif de chaque Membre sont les principaux piliers du système commercial multilatéral.

Nos principaux objectifs devraient donc être les suivants:

- a) contribuer à une intégration plus poussée de l'agriculture au système commercial multilatéral;
- b) renforcer l'orientation vers le marché du commerce des produits agricoles en supprimant les distorsions dont pâtit actuellement le secteur;
- c) uniformiser les règles du jeu pour que tous les Membres puissent entrer en concurrence de façon plus équitable sur le marché mondial; et

- d) donner effet aux engagements pris antérieurement en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés, que ceux-ci soient importateurs nets de produits alimentaires ou non.

Principaux éléments de la proposition

Accès aux marchés

L'Égypte estime qu'un meilleur accès aux marchés pour les exportations de produits agricoles revêt une importance cruciale pour ses objectifs de développement et de croissance et ceux de la plupart des pays en développement et des pays les moins avancés. Or, la plupart des produits agricoles dont l'exportation présente le plus grand intérêt pour elle, pâtissent de la protection excessive des marchés instituée par ses principaux partenaires commerciaux. On trouvera ci-après les éléments d'un régime qui, à notre avis, peut permettre d'améliorer l'accès aux marchés:

1. Il faudrait parvenir à un accord sur des réductions substantielles des tarifs et autres impositions au point d'entrée qui sont actuellement applicables aux produits agricoles.
2. Il faudrait supprimer les autres mesures qui faussent les échanges, telles que les droits spécifiques, les prix de référence, les prix d'entrée minimaux, les prélèvements variables et les taux composés.
3. Tous les tarifs, ainsi que les droits de douane et impositions similaires, devraient être énoncés sous forme de droits *ad valorem*.
4. La progressivité des tarifs, les crêtes tarifaires et les disparités tarifaires devraient être éliminées.
5. Il faudrait renforcer les disciplines régissant l'administration des contingents tarifaires et rendre leurs règles plus transparentes. Les contingents tarifaires devraient être établis par produit et non de manière globale.
6. Toutes les réductions tarifaires effectuées par les pays développés Membres devraient être fondées sur les taux appliqués et non sur les taux consolidés. Celles des pays en développement devraient être effectuées sur une base compatible avec leurs besoins en matière de développement.
7. Il faut réexaminer la clause de sauvegarde spéciale énoncée à l'article 5, afin de l'éliminer. Les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes permettraient à certains Membres d'assurer la protection nécessaire de leurs marchés locaux contre de brusques accroissements des importations. Toute idée nouvelle dans ce domaine devrait être compatible avec le cadre actuel des Accords (Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, Accord sur les sauvegardes, Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires).

Soutien interne

Depuis la fin du Cycle d'Uruguay, une trentaine de Membres de l'OMC (sur 140 au total) ont eu recours aux MGS. Ce soutien, tel qu'il a été accordé par un certain nombre de pays développés, est devenu opaque et compliqué. Surtout, les statistiques établies par l'OCDE montrent que le soutien accordé par les membres de cette organisation aux produits agricoles est en augmentation, et non le contraire. L'Égypte estime que cela va directement à l'encontre de l'objectif à long terme énoncé dans

le préambule de l'Accord sur l'agriculture, selon lequel les Membres devaient "arriver [...] à des réductions progressives substantielles du soutien [...] de l'agriculture".

En conséquence, l'Égypte propose ce qui suit:

- a) Les pays développés, qui utilisent actuellement des mécanismes de soutien interne de vaste portée, devraient convenir de réduire de façon substantielle les niveaux de ce soutien et, à des fins de clarté et de transparence, d'accorder un soutien sur une base désagrégée par produit.
- b) Ces réductions, qui doivent comporter une importante contribution initiale, devraient concerner toutes les catégories de mesures. Il faudrait examiner les mesures autorisées au titre de l'Annexe 2 pour s'assurer qu'elles ne faussent pas les échanges.
- c) Il faut réexaminer d'urgence les dispositions relatives à la modération (article 13, paragraphe a) i)), car il est avéré que leur utilisation constitue un moyen supplémentaire pour certains Membres de soutenir de façon déloyale leur secteur agricole.

Subventions à l'exportation

Il y a consensus général sur le fait que les crédits à l'exportation et les systèmes de garantie et d'assurance du crédit à l'exportation figurent parmi les instruments faussant le plus les échanges qui sont encore autorisés au titre de l'Accord sur l'agriculture. Ils représentent aussi une injustice dans la répartition des droits entre les Membres, car ils permettent aux pays développés plus riches de faire une discrimination en faveur de leur production, au détriment des plus pauvres. C'est en se fondant sur ce consensus que l'Égypte propose de supprimer graduellement sur une période convenue, toutes les formes de subventionnement des exportations.

Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et PMA

Au cours des cinq années qui ont suivi l'adoption de la Décision de Marrakech, les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et les PMA n'ont rien eu d'autre que de nombreux messages de bonne volonté et des beaux discours, aucune mesure concrète n'ayant été prise. Toutefois, des efforts et des initiatives plus substantiels ont été engagés récemment pour mettre enfin concrètement en œuvre la Décision.

Estimant que la mise en œuvre concrète de cette décision ne devrait pas fausser les échanges tout en apportant un soutien aux Membres que la Décision a pour objet d'aider, l'Égypte propose ce qui suit:

- a) Il faudrait réexaminer d'urgence la Décision (conformément au paragraphe 6) afin d'en renforcer l'énoncé et de le rendre plus impératif.
- b) Une plus grande assistance technique et financière devrait être accordée aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et aux PMA. Cette aide devrait viser à améliorer la capacité des bénéficiaires de produire localement les produits alimentaires dont ils ont besoin, grâce à l'amélioration des technologies utilisées et des infrastructures agricoles de base disponibles. Il convient de relever en particulier la nécessité d'améliorer les capacités de commercialisation à l'exportation des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des PMA, pour leur permettre de passer de la catégorie des importateurs nets de produits

alimentaires à celle des pays autosuffisants (et, peut-être, de devenir ultérieurement, des exportateurs nets de produits agricoles).

- c) Il faudrait créer un fonds de soutien des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des PMA, grâce auquel les bénéficiaires obtiendraient une remise sur leurs importations de produits alimentaires après avoir acheté les produits dont ils avaient besoin sur le marché libre, à des prix non subventionnés. Ce fonds serait financé par plusieurs sources, principalement les organisations financières internationales, les institutions spécialisées des Nations Unies, les pays développés donateurs et les gros exportateurs.

Traitement spécial et différencié

Il ne fait aucun doute que l'agriculture joue un rôle important dans l'économie de tous les Membres, qui est encore plus marqué voire essentiel dans celle des pays en développement. L'Accord sur l'agriculture le dit clairement au paragraphe c) de l'article 20.

La mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture a permis de voir que les pays en développement n'ont guère bénéficié du traitement spécial et différencié. L'expérience a montré que ces pays, qui ont des ressources financières limitées, n'ont pas pu soutenir leur secteur agricole dans la même mesure que leurs partenaires développés.

Par conséquent, l'Égypte estime que les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont énoncées dans l'Accord sur l'agriculture devraient être renforcées et élargies d'une manière qui fausse le moins possible les échanges tout en accordant aux Membres plus de flexibilité pour qu'ils puissent aider leur secteur agricole à faire face activement à la concurrence dans l'économie mondiale globalisée.

Nous proposons ce qui suit:

1. Les pays en développement devraient bénéficier d'une plus grande flexibilité pour réévaluer et ajuster leurs listes tarifaires, afin de surmonter les effets négatifs des importations de produits agricoles subventionnés bon marché.
2. Toutes les réductions tarifaires consenties par les pays en développement Membres devraient être fondées sur les taux consolidés et non sur les taux appliqués.
3. Les pays développés Membres doivent redoubler d'efforts pour accroître leurs investissements financiers et techniques dans les secteurs agricoles des pays en développement Membres, afin de soutenir le développement rural et les revenus ruraux.
4. L'assistance technique accordée aux pays en développement Membres devrait comporter l'étude des effets, sur leurs secteurs agricoles, de la poursuite de la libéralisation du commerce des produits agricoles sous l'égide de l'OMC, afin de trouver les moyens de minimiser l'incidence des aspects négatifs de cette libéralisation.
5. Une plus grande flexibilité devrait être ménagée aux pays en développement Membres pour qu'ils puissent augmenter leurs niveaux de soutien interne dans le cadre des mesures relevant de la catégorie verte (annexe II).

6. Toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié devraient être examinées dans le contexte des trois principaux piliers de la libéralisation des échanges, afin de concrétiser et de spécifier ce traitement.

Observation finale

L'Égypte estime que les négociations actuelles sur l'agriculture devraient marquer le début d'une série d'initiatives débouchant sur l'intégration totale de l'agriculture au système commercial multilatéral. Afin d'atteindre ce but avec un maximum d'efficacité et d'équilibre, nous estimons qu'il est absolument indispensable d'avoir la volonté politique nécessaire pour achever ces négociations rapidement et sur un succès.
